

# La Gazette des Comores

Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24<sup>ème</sup> année - N°4531 - Lundi 25 Décembre 2023 - Prix : 200 Fc

ELECTION 2024 :

## Azali à Mitsoudjé : "Un bon système éducatif pour sauver la nouvelle génération"



Le candidat Azali à son meeting de Mitsoudje.

EDUCATION :

### Vers la fin de la grève des enseignants ?

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

07 Djamadul Thani 1445  
Prières aux heures officielles  
Du 20 au 25 Décembre 2023

Lever du soleil:

05h 40mn

Coucher du soleil:

18h 30mn

Fadjr : 04h 28mn

Dhouhr : 12h 09mn

Ansr : 15h 45mn

Maghrib: 18h 33mn

Incha: 19h 47mn



## MERIT-COM 2023

## Une soirée riche en émotion

*C'est dans la salle de spectacle du Palais du peuple que s'est tenue, le samedi 23 décembre dernier, la première édition de MERIT-COM. Une cérémonie dédiée à ces femmes et hommes comoriens qui ont consacré leur vie au travail, et dont leur engagement fait la fierté de notre nation. Une première au pays.*

"*H*ier, je regardais avec fierté ce beau monde sur scène. C'est une grande première et le pays en a tellement besoin ». Ce sont les mots de Kamaria Awadhi, ancienne experte internationale du système des Nations Unies et Présidente d'honneur de l'association Humanicom qui figurait parmi les lauréats. Pour cette première édition, la fondation Hazi Haki, qui prône la valorisation du mérite, a sélectionné 19 lauréats dont 3 à titre posthume. « Les critères de sélection étaient variés mais

le plus important était que l'on voulait mettre en avant des personnes qui se sont démarquées par leurs compétences, leurs efforts et leurs réalisations », a expliqué Said Abdallah Mchangama, pionnier de Hazi Haki.

Parmi les personnes récompensées, certaines exercent à l'étranger et étaient représentées par leurs proches. C'est le cas du commandant Mohamed Moussa, pilote Airbus A320 et Expert aéronautique, Abdoul Oubeidillah, hydro-climatologue et Professeur assistant à l'Université de Texas ou encore Chifaou Abdallah, médecin neurologue dont les travaux sont publiés dans les grandes revues médicales canadiennes et américaines. « Nous avons décerné à nos couronnés, un certificat de reconnaissance mais également, un plant d'arbre fruitier emballé dans un sac en natte de cocotier tressé. C'est dans la philosophie de notre groupe de réflexion,

Hayba Echanges Citoyens, qui encourage chacun à planter « mri wa mahaba », littéralement un arbre d'amour », a expliqué Me Samina Chakira, juriste et pionnière de Hazi Haki.

Des plants qui sont à un stade précoce de croissance et qui symbolise aussi l'amour de la fondation de transmettre ces valeurs d'excellence et de réussite, à la jeune génération. « C'est aussi et surtout pour eux qu'on fait tout ça. Une société sans valeur ni mérite est vouée à l'échec ». Une soirée riche en émotion avec un hommage particulier rendu à Damir Ben Ali, historien, anthropologue et chercheur, et dont les travaux ont contribué à renforcer la connaissance de notre histoire. Beaucoup pensent qu'il fallait oser imaginer la réalisation d'un tel événement et que cela libérera des énergies. Les secteurs représentés étaient variés avec 3 ONG, Humanicom qui évacuent des enfants malades en



Cérémonie de remise des prix de MERIT COM.

situation précaire, Dahari, une ONG agricole et Ulanga wa Ngazidja qui milite et agit pour la protection de l'environnement. On compte également des lauréats qui s'illustrent dans le tourisme, l'entrepreneuriat, l'art, le sport ou encore la science.

A titre posthume, Dr Said Soimihi, médecin et Directeur du premier Centre d'imagerie aux Comores et Said Tourqui Charif, un pionnier de l'entrepreneuriat aux Comores ont été honorés et représentés par leurs proches. Le moment fort de la cérémonie était probablement la remise du certificat de

reconnaissance décerné à feu Ali Mzé Ahmed, Directeur et co-fondateur du Groupe Scolaire Fundi Abdoulhamid, à la coopérative scolaire de l'école. « Il était un père, un grand-père et un éducateur pour nous. On espère que de là-haut, il est fier de nous », a lu dans son discours, Malek Houssein, en classe de 1ère et VP de la coopérative GSFA. Une soirée à laquelle le président de la République et ses ministres ont assisté, ainsi qu'un parterre de personnalités illustres.

S.Ch

## ÉDUCATION

## Trois lauréats pour les prix des meilleurs articles scientifiques

*Une cérémonie de remise des prix des meilleurs articles scientifiques a été organisée le 19 décembre dernier à l'école de santé de Moroni. L'initiative a pour but de valoriser la recherche scientifique à l'université des Comores. À travers cette cérémonie, trois chercheurs dont Docteur Malik Ahamada, Mme Soudjay Asana et Andiliya Mohamed se sont vu remettre des ordinateurs portables pour mieux approfondir leurs recherches scientifiques.*



Les 3 lauréats du meilleur article scientifique.

La mission de l'université des Comores ne se limite pas seulement à l'enseignement supérieur, mais consiste aussi à favoriser la recherche scientifique. D'ailleurs cette pratique de recherche fait la vertu d'une université. C'est pour cette raison que les partenaires à l'éducation du pays ont

adopté le projet CRIT-FSPI (Comores recherche innovation et technologie - Fonds de solidarité pour les projets innovants) dans le but de promouvoir les recherches au niveau des composantes de l'université du pays.

« L'Université des Comores s'est fixée pour objectif de devenir

un vecteur de cohésion sociale et de développement économique. Cette cérémonie de remise des prix des meilleurs articles scientifiques témoigne de la volonté de motiver et encourager la recherche scientifique. Donc cette première édition initiée dans le cadre du projet FSPI-CRIT, est une étape significative

pour motiver les chercheurs et stimuler la recherche scientifique locale », a déclaré le premier administrateur de l'université, Ibouroi Ali Tabibou. Et de poursuivre : « L'événement vise à promouvoir le développement local par le biais de la recherche scientifique et à soutenir activement les chercheurs, en particulier les jeunes chercheurs dans leurs démarches scientifiques ».

De son côté, le secrétaire général du ministère de l'éducation nationale Soulaïmana Soilihi a déclaré que la recherche et l'innovation sont les clés du développement d'un pays. « Le décernement de ces prix a pour but d'accompagner la recherche scientifique dans le pays », a-t-il dit. A travers cette cérémonie trois chercheurs ont été honorés. Il s'agit d'abord du Docteur Malik Ahamadi (Enseignant - chercheur en Physique

Énergétique - FST) qui a abordé le défi de la distillation, mettant en lumière des problèmes cruciaux tels que la chaleur générée et le besoin d'énergie. Ensuite la Docteure Andilia Mohamed, responsable de l'Herbier national, Enseignante - chercheuse à la Faculté des Sciences et Techniques (FST) et docteure en écologie végétale appliquée, qui s'est vu récompenser pour son travail exceptionnel sur l'inventaire floristique de l'île de Ngazidja. Et enfin Mme Soudjay Asna (étudiante en Master) dont la recherche est novatrice dans le cadre de son master en sciences agricoles, axée sur la valorisation des produits de rentes. Elle s'est distinguée par son engagement dans la recherche scientifique liée à l'environnement local.

Kamal Gamal

## HABARI ZA UDUNGA

## On peut toujours continuer de rêver! Mais, on aurait aimé!

*Alors que nous nous dirigeons à grandes enjambées dans la campagne électorale, on ne peut manquer de s'interroger sur ce que tout cela va nous apporter de nouveau sous les cocotiers. Quand on examine la situation sans état d'âme, on peut raisonnablement connaître ce que nous réserve l'avenir immédiat. Loin de nous l'idée de remettre en cause les capacités des uns et des autres mais c'est le contexte lui-même qui ne semble pas correspondre à la problématique du moment.*

Il est à craindre par exemple que nous passerons notre temps à discuter de sujets futiles sans réel impact par exemple sur le chômage des jeunes ou le niveau de l'enseignement qui connaît une chute inquiétante. Il est devenu évident pour toute la classe politique que notre fonction publique ne répond plus à la nature des problèmes dont nous avons à faire face. Cependant, on continue de gloser sans fin sur des cadres organiques que personne ne souhaite mettre en place de peur d'apparaître comme l'empêchement de danser en rond.

Dans les îles de la lune, nous avons une conception bien à nous de

considérer la marche du monde. Par exemple, l'idée ne nous vient jamais, de nous asseoir et de faire de temps à autre un petit bilan de nos dépenses journalières, mensuelles, trimestrielles, semestrielles ou annuelles. La preuve même le vote des budgets se fait toujours après le commencement de l'année fiscale. Et pour cause, le crédit n'existe pas, tout se paie au comptant. Chez nous, Monsieur crédit est mort il ya longtemps, comme nous le rappelle quelquefois des petites pancartes sur les portes d'entrée dans les boutiques de nos quartiers.

Tout le monde se lamente du prix des produits alimentaires, tout

le monde grogne sur les tripatouillages dans les grandes entreprises, tout le monde se plaint des multiples assemblées sans pouvoirs précis, de commissions anti-corruption sans corrompus, des élections sans cartes d'électeurs et tutti quanti etc. Mais dans cette cacophonie ambiante, il vous est difficile de trouver des gens pour dire à nos responsables de prendre la mesure des coûts que cela entraînent pour les contribuables que nous sommes. On aurait aimé voir la constitution d'une commission parlementaire pour faire le bilan de l'année budgétaire, on aurait aimé voir un député sortant nous dresser une liste des mesures

qu'il a préconisées lors des sessions du parlement, on aurait aimé que... etc...

Le microcosme politique sous les cocotiers qui est constitué dans sa grande majorité de personnalités de grande valeur n'a jamais pu ou voulu donner une chance aux questions de développement. En effet, cela demande d'inventer des nouvelles formes de solidarité entre nous-mêmes et éviter que nos superstructures ne soient l'arbre qui cache la forêt de notre impuissance à offrir à nos concitoyens la vie dont ils rêvent. On est dans les îles de la lune, n'est-ce pas ?

Mmagaza

## ELECTION 2024 :

## Azali à Mitsoudjé : "Il nous faut un bon système éducatif pour sauver la nouvelle génération"

*C'était une démonstration de la CRC et la mouvance présidentielle pour leur deuxième grand meeting, organisé vendredi 22 décembre à Mitsoudjé. Une foule nombreuse vêtue de boubous et tee-shirt bleu avec casquette à l'effigie d'Azali a envahi le chef lieu de la région de Hambou.*

Après le premier meeting de lancement de la campagne dans l'île d'Anjouan, le vendredi 22 décembre c'était le tour de Ngazidja plus particulièrement la région de Hambou d'accueillir le candidat Azali. C'est dans sa ville natale Mitsoudjé que la CRC et la mouvance ont choisi d'organiser leur deuxième rassemblement. Une démonstration de force. Des milliers de militants et sympathisants vêtus de boubous et short bleu avec casquette à l'effigie d'Azali et ses gouverneurs ont envahi la localité. « C'est un grand honneur de vous accueillir aujourd'hui à Mitsoudjé. Votre présence montre l'amour envers le président Azali et la mouvance. Cela prouve la confiance dont vous portez à son gouvernement. Le monde a changé. On voit ce qui se passe partout : des conflits, des guerres, l'inflation etc. Donc, il nous faut un homme d'expérience et responsable pour gouverner le pays. C'est évidemment le

président Azali. Votre mobilisation le témoigne. Et Dieu nous donnera une large victoire », a déclaré le grand notable Mohamed Assoumani dans ses mots de bienvenue.

Le directeur de campagne de la mouvance Houmed Msaidi estime qu'il s'agit de voir entre tous ces candidats, celui mérite de diriger le pays. « Le pays se trouve à un stade où avec tous ces programmes de développement lancés, c'est grâce au gouvernement d'Azali. On ne va pas se voiler la face. On a vécu

beaucoup de gouvernements et ils n'ont pas pu réaliser ne serait-ce que la moitié du bilan d'Azali », a-t-il lancé. Et de poursuivre : « Il faut savoir que développer un pays ne se fait pas en quelques années. Même les grandes puissances ont pris des décennies. C'est pourquoi il faut redonner confiance à Azali. Il reste le seul bâtisseur de notre pays. Et je suis confiant que votre présence ici confirmée le jour de scrutin. Le président des Comores en 2024, c'est imam Azali ».

Candidat à sa propre succession, le président Azali Assoumani s'est focalisé sur l'éducation. « C'est déplorable la façon dont les jeunes se comportent. C'est regrettable, quand on entend des responsables incitant à la haine par leur discours. Cela signifie un manque d'éducation religieuse, intellectuelle, ils oublient même nos valeurs sociales. Il est temps que chaque village prenne ses responsabilités, pour éduquer vos enfants à préparer un meilleur avenir », a-t-il plaidé. «

Pour nous le gouvernement, il nous faut un bon système éducatif pour sauver la nouvelle génération. Il faut préparer une bonne génération qui va prendre le relai demain. Chacun doit contribuer et cela devrait commencer dans nos villes et villages ». Il a saisi l'occasion pour remercier les militants et sympathisants qui ont fait le déplacement, en leur demandant de faire la même chose le jour du vote.

Nassuf Ben Amad

### EDUCATION :

## Vers la fin de la grève des enseignants ?

*Suite aux différentes rencontres avec le gouvernement notamment sur la valorisation de la grille indiciaire, les enseignants de l'enseignement public vont se concerter encore une fois ce lundi pour décider de la reprise des cours ou de la poursuite de la grève.*

La grève des enseignants du public qui secoue le pays depuis le 17 novembre pourrait prendre fin ce lundi. En tout ça, c'est ce qu'on peut retenir des différentes interventions faites samedi dernier à la sortie d'une rencontre entre le syndicat des enseignants et

le gouvernement. A la sortie de cette énième rencontre, le ministre de l'éducation nationale s'est félicité du bon comportement du syndicat aux différents rounds de négociation. Pour lui, les enseignants sont intelligents et compréhensifs car ils ont compris qu'ils n'étaient pas là que pour défendre l'application de la nouvelle grille indiciaire mais pour l'éducation de manière générale.

Dr Takidine Youssouf a même déclaré que le gouvernement trouve légitime cette revendication des enseignants. « Nous sommes d'accord d'appliquer à la lettre cette nouvelle grille par rapport à une période bien définie mais pas immédiate-

ment vu les contraintes budgétaires du pays », annonce le ministre. Et d'ajouter que : « Les trois ministères concernés à savoir finances, fonction publique et éducation nationale, doivent se réunir pour que chacun prenne ses responsabilités ». Ainsi, ce lundi 25 décembre, l'intersyndicale va réunir les enseignants au niveau national pour faire le compte rendu des différentes rencontres avec le gouvernement.

Ahmed Hassane, le secrétaire régional du Syndicat National des Professeurs Comoriens (SNPC) appelle une forte participation afin de trouver une solution définitive. « Nous prions Dieu que ça soit l'ulti-

me rencontre afin de récolter les fruits de toutes ces négociations », espère-t-il. Et d'enchaîner : « Après l'application de cette nouvelle grille, nous allons aborder d'autres questions à savoir la normalisation des écoles privées ainsi que la détermination de la carte scolaire ». Ces deux sujets seront aussi abordés prochainement, notamment lors des assises nationales sur l'éducation. Un événement qui, d'après le ministre de l'éducation devrait avoir lieu cette année mais a été rapporté jusqu'au premier trimestre de l'année prochaine.

Ibnou M. Abdou

### INTEMPÉRIES

## La rivière de Gnombeni a débordé faisant des blessés

*Tôt le matin du jeudi 21 décembre dernier, la rivière de Gnombeni (Djoiezi Mohéli) dans la commune de Moilimdjini est sortie de son lit brutalement sans aucun signe préalable et a surpris les usagers en pleine lessive. Des individus dont une femme de 50 ans et sa petite fille ont été emportés par la forte pression de la crue, heureusement ils ont été sauvés et on ne déplore aucun mort. La sécurité civile (COSEP) est intervenue à temps et plusieurs personnes sont secourues, les blessés transportés au CHRI de Fomboni.*

La rivière de Gnombeni à Djoiezi en phase de tarissement ces derniers mois, vient de déborder. Ce jeudi 21 décembre aux environs de 6h du matin, malgré le beau temps qu'il s'annonçait, la rivière Ngnombeni a débordé avec une brutalité féroce sans aucun signe préalable. Le phénomène a surpris plusieurs usagers en pleine lessive. Certains se sont débrouillés pour sauver leur peau tandis que d'autres n'ont pas pu

échapper à la forte pression de la crue.

C'est le cas d'une femme de 50 ans et sa petite fille originaire de Djando qui étaient prises au piège par cette montée soudaine des eaux. « Nous étions entrain de faire la lessive. Nul ne doutait que cette rivière allait déborder vu le beau temps qu'il faisait » témoigne Raina Bourhane. « Une personne nous a prévenu mais on

ne l'a pas cru jusqu'au moment où on s'est retrouvé face à la réalité. On a pu récupérer quelques affaires mais beaucoup de nos vêtements ont été transportés tout comme ceux de nos voisins assises à nos côtés » a-t-elle poursuivi.

La sécurité civile (COSEP) est intervenu à temps et plusieurs personnes ont été secourues, la femme en question avec sa petite

fille ont été transportés au CHRI de Fomboni pour les premiers soins. Heureusement il n'y a eu aucun mort, on enregistre seulement des blessés légers. Il est recommandé une plus grande vigilance des usagers en cette période de Kashkazi au bord des rivières et en mer.

Riwad



Rivière de Gnombeni à Mohéli.

**La Gazette des Comores**  
**Fondateur et Directeur général**  
 Said Omar Allaoui  
**Directeur de la publication**  
 Elhad Said Omar  
**Rédacteur en chef**  
 Mohamed Youssouf  
**Secrétaire de rédaction**  
 Toufé Maecha  
**Rédaction**  
 A. Mmagaza  
 M.I.M Abdou  
 Andjouza Abouheir  
 Nassuf Ben Amad  
 Kamal Gamal Abdou  
 Nabil Jaffar  
 Riwad  
 A Bardraoui  
**Mise en page**  
 Abdouchakour Aladi Nourou  
**Responsable commercial**  
 Mariama Mhoma  
**Documentation archiviste**  
 Hadidja Abdou  
**Photographe / Site Web**  
 Mohamed Said Hassane  
**Impression**  
 Graphica Imprimerie  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)  
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

## ELECTIONS 2024 :

## Des élections aux multiples attentes

*Les comoriens assistent à des réunions publiques et privées avant de choisir leur candidat pour 2024. Beaucoup aspirent à des débats et à des élections crédibles et transparentes dans un climat de paix.*

Depuis le 17 décembre dernier, la campagne pour l'élection du président de l'Union et des gouverneurs des îles de 2024 est lancée. Face aux multiples crises sociales et économiques qui frappent le pays, beaucoup aspirent au changement et à un climat paisible pour ces élections. L'ancien ministre de la justice Abasse El-Had explique que les attentes peuvent varier en fonction des différentes localités au niveau du territoire national. Cependant, il reste convaincu que les électeurs souhaitent des dirigeants compétents et intègres, capables de résoudre les problèmes de ce pays et relever les défis multisectoriels, en instaurant les bonnes pratiques de gouvernance, en est mot un « État de droit ». « Il serait plus judicieux de clarifier en urgence les compétences dévolues aux gouvernorats pour éviter la confusion actuelle qui empêche l'épanouissement des entités insulaires. Malgré les inquiétudes et incertitudes persistantes, nous espérons également que les élections se déroulent de manière équitable, transparente et démocratique, permettant ainsi aux citoyens d'exprimer leur voix et de choisir leurs représentants en toute sérénité et confiance », préconise-t-il. Et de poursuivre : « Il est indispensable que les organisateurs des élections garantissent un processus transparent et équitable afin d'éviter tout mécontentement

et des tensions préjudiciables au pays ».

Il n'a pas manqué de parler de la responsabilité de tous les candidats et de leurs partisans à respecter les règles démocratiques et de faire preuve de civisme tout au long du processus électoral. « Nous souhaitons que la société civile, les médias et les observateurs internationaux restent vigilants et veillent à ce que les élections se déroulent dans le calme et la transparence. Toute tentative de manipulation ou de fraude électorale doit être dénoncée et sanctionnée. Enfin, il est crucial que les autorités compétentes veillent à ce que la sécurité soit assurée pendant les élections, afin de permettre à tous les citoyens de voter en toute sérénité. Il est de l'intérêt de tous que ces élections se déroulent dans un climat de paix et de respect mutuel », souligne-t-il.

Sultane Abdourahim Cheikh, acteur de la société civile, appelle aussi à un climat de paix pour des scrutins paisibles, démocratiques et transparents même si cela peut être illusoire. « La paix est notre plus grande richesse après l'Islam. Il nous revient à tous de la chérir jalousement. Que les comoriens puissent choisir par leur volonté le candidat qui répondra aux besoins réels du pays. Puissent les citoyens faire entendre leur voix, par le choix du changement, et donner une leçon démocratique par les urnes. J'attends que la société civile puisse jouer un rôle central dans la prévention et la gestion de conflits (en cas de besoin), et contribuer à la sécurisation des votes », renchérit-il.

Même son de cloche que la présidente de la CNDHL, Sittou Raghadat Mohamed. Elle

souhaite que la paix et la sérénité soit au rendez-vous. « J'aimerais que les gens puissent comprendre que chacun a des droits et des devoirs à respecter. D'ailleurs je suis à Anjouan à une formation dédiée à l'endroit des forces de l'ordre, sur la protection des enfants. Cela arrive à point nommé. J'aimerais que les gens soit compréhensifs et conciliants pour des élections paisibles. Dans le cadre de mon travail, mes agents seront là dans l'observation et nous allons suivre de près le déroulement de ces élections », rassure-t-elle.

Pour Mdziyani Anfane, membre de la société civile, c'est tout à fait légitime que tout comorien puisse exercer son droit civique, celui de choisir le Président pour les cinq ans à venir dans un cadre démocratique et transparent. « Force est de constater que ces principes démocratiques ne sont pas forcément respectés d'une manière inclusive pendant ces dix dernières années. Le premier combat des candidats est donc de convaincre les comoriens à se prononcer massivement dans les urnes car le manque de confiance en nos institutions est patent », lance celui qui pense que la problématique première qui se pose, n'est pas celle de voir X ou Y gouverner mais plutôt une personne qui soit à la hauteur des grands défis avec une réelle volonté politique. « Cette volonté ne doit pas se focaliser sur des discours politiques. Il faut présenter aux Comoriens un projet de société consistant, multisectoriel et surtout adapté à la réalité du pays. La richesse de ce pays est qu'il est encore vierge avec pleines des ressources, plusieurs études l'ont attesté. Il faudra juste une



Abbas Elhad.

bonne équipe managériale et le tour est joué. Jusqu'à présent, aucun candidat n'a encore présenté aux Comoriens ses priorités une fois élu et les 90 premiers jours de son mandat. Ils sont sur des discours évasifs sans réelle motivation », déplore-t-il.

Ce citoyen fait partie de ceux qui aspirent aux débats. « J'aurai souhaité voir ces candidats à la télé et non pas leur représentant, participer aux émissions radiophoniques et surtout facilement accessibles. Il faut qu'ils nous parlent de leurs parcours professionnels et politiques y compris les réalisations ainsi que leurs projets pour les années à venir. J'aurai aimé voir à l'Ortc un média pour tous et non un canal de communication pour un clan, qu'elle puisse organiser un débat ouvert pour tous les candidats afin que chacun puisse nous présenter ses idées », dit-il. Comme tout le monde, ce jeune cadre pense que la continuité de l'État n'est pas à négliger pour le futur Président. Il appelle à des élections libres sans pression.

Andjouza Abouheir



UNION DES COMORES  
Unité – Solidarité – Développement

MINISTRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores recrute pour son Unité de Coordination du Projet (UCP), un **spécialiste en bonne gouvernance**.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : djaanfarae@yahoo.fr Cc : infospaesc@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de référence à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 06 décembre 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 25 décembre 2023 à 12h00 heure locale de Moroni

#### 1. PROFIL REQUIS

Le **spécialiste en bonne gouvernance** de l'UCP devra :

- Avoir un diplôme universitaire de niveau supérieur (Bac + 5 au moins) en droit spécialisé dans le domaine de l'énergie, en économie ou gestion de l'énergie,

un énergéticien avec compétences en droit de l'énergie (critère éliminatoire) ;

- Avoir au minimum une expérience professionnelle de dix (10) ans dans le secteur de l'Energie par exemple en travaillant dans un organisme de régulation, un cabinet d'avocats, une organisation internationale, un cabinet de conseil, etc.

- Solide expérience d'au moins 5 ans dans des projets de développement, en particulier en matière de bonne gouvernance et/ou de développement institutionnel,

- Avoir réalisé au moins deux projets similaires en matière d'élaboration, de révision ou d'analyse de textes législatifs et réglementaires institutionnels dans le secteur de l'énergie

- Solide expérience dans la mise en place et d'opérationnalisation d'une agence de régulation en Afrique subsaharienne et/ou dans un pays de la Commission de l'Océan Indien (COI) ;

- Avoir occupé un poste d'expert/responsable sur 1-2 projets traitant des questions environnementales en particulier...

- Bonne capacité d'écoute, d'analyse et

de rédaction ;

- Sens de la communication et de relations humaines ;
- Maîtrise parfaite du français à l'oral et à l'écrit ;
- Maîtrise des outils informatiques

#### 2. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois, assortie d'une période d'essai de 3 mois maximum. Si à l'issue de cette période, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat suivant sera pour une période d'une année renouvelable selon les résultats du rapport annuel et si besoin est nécessaire.

#### 3. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier complet composé de :

- Une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores ;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;

- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les dossiers de candidature seront déposés au **Secrétariat de l'Unité de Coordination du Projet PAESC, Route de Salimani – Sahara – Moroni**

#### 4. CONDITIONS D'EMPLOI

- Le spécialiste en bonne gouvernance sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;
- C'est un poste individuel à temps plein ;
- Le spécialiste en bonne gouvernance est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.

## PRODUIT DE RENTE :

**23 groupements de producteurs de girofle équipés à Anjouan**

*Pour soutenir les producteurs de girofle à Anjouan, le ministère de l'agriculture à travers l'office comorien des produits de rente a remis un lot d'équipement de sécurisation des cueilleurs à 23 groupements de producteurs. Ces équipements vont accroître la sécurité durant la cueillette et contribueront aux bonnes pratiques de séchage et de conditionnement du girofle.*

Le ministère de l'agriculture à travers l'office Comorien des produits de Rente (OCPR), a procédé samedi 23 décembre à Domoni-Anjouan à une remise d'équipements de sécurisation des cueilleurs, du matériel de collecte, de séchage et de stockage de clous de girofle à 23 groupements de producteurs. C'était aussi l'occasion de remettre du matériel bureautique et des motos aux trois CRDE de Bambao Mtsanga, Domoni et Mrémani qui bénéficient de l'appui du projet AFIDEV. D'une valeur de 80.000 euros soit près de 40 millions de nos francs, ils vont faciliter la cueillette du clou de girofle et accroîtra la sécurité durant la cueillette et contribueront aux

bonnes pratiques de séchage et de conditionnement du girofle.

« La récolte des clous de girofle, qui se fait manuellement, implique de grimper aux girofliers, souvent très hauts, exposant régulièrement les cueilleurs à des risques de chutes parfois mortelles », montre le représentant du groupement Malezi ya Nkarafu, Takidine Halidi. Selon lui, la qualité du girofle et la répartition plus équitable des revenus préoccupent les acteurs de la filière et les pouvoirs publics. Et malheureusement, la plupart de ces acteurs manquent de matériels adéquats pour le séchage et le conditionnement. Ce qui expose le produit à des risques de contaminations qui altèrent la qualité du girofle et diminuent sa valeur commerciale.

Raison pour laquelle, l'OCPR, avec le soutien d'Expertise France via le projet d'appui aux filières d'exportation et au développement rural (AFIDEV), s'engage activement aux côtés des groupements des producteurs et collecteurs girofle par cette donation de matériels visant à soutenir la productivité et la qualité. « Les membres de mon association ont de plus en plus de difficultés de trouver de la main



Remise de matériel aux cueilleurs de girofle.

d'œuvre pour assurer la cueillette en raison d'un rapport risque-bénéfice qui ne leur semble pas favorable. « Il est crucial, avec le soutien de nos partenaires, que nous entreprenions, comme aujourd'hui, des actions concrètes pour sécuriser la cueillette et améliorer la qualité de notre produit », dit-il.

Selon le directeur général de

l'OCPR, en 2022, les Comores ont produit plus de 5000 tonnes de clous de girofle, ce qui les positionnait au 4e rang mondial des pays exportateurs. « Dans un contexte international post-Covid et de crises multiples où les marchés internationaux ont été fortement perturbés, c'est un bon résultat qui mérite des investissements continus pour

accroître le niveau de production, sa qualité et renforcer les pratiques de sécurité grâce à l'acquisition d'équipements et de matériels adéquats. Des formations sur les bonnes pratiques et usage de ces équipements sont aussi prévues », rappelle-t-il.

Andjouza Abouheir



## APPEL A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

**PAYS : Union des Comores**

**NOM DU PROJET : PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES (PAESC).**

Numéro de Prêt/Crédit/Don : IDA Crédit No. 71290-KM, IDA Grant No. E0490-KM

**Intitulé de la Mission :** Recrutement d'un cabinet pour la mise en place d'un système d'information énergétique

**N° de référence :** KM-UCP MEEH-389218-CS-CQS

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu de la part de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) un financement pour couvrir le coût du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores et a l'intention d'affecter une partie du produit à des services de consultant.

Les services de consultant (« les Services ») comprennent :

- La mise en place et mise à jour d'une base de données sur le secteur de l'énergie. Un accent sera donné sur les méthodes de collectes des données, le traitement ainsi que le processus de validation. L'objectif étant d'automatiser les collectes des données sur une base régulière.
- La spécification du système d'information énergétique dans tous ses aspects organisationnels, humains, matériels et technologies/informatique ;
- L'opérationnalisation du système d'information (serveur, logiciel de base des données, postes de travail)
- La mise en place d'un outil et méthode d'élaboration de bilans énergétiques sur une base régulière ;

- La mise en place d'un outil et méthode pour accompagner la planification et la prise de décision pour une bonne gestion du secteur de l'énergie.
- La formation des utilisateurs.

La période de mise en œuvre est de 120 jours calendaires et la date prévue de début des prestations est le 1er mars 2024.

Les Termes de Référence (TDR) pour l'étape de procédure primaire d'acquisition pour la mission sont disponibles sur le site internet suivant de la SONELEC : <https://soneleccomores.com/> ou

Sont disponibles à l'adresse indiquée ci-dessous.

L'Unité de coordination du Projet invite dès à présent les firmes de consultants admissibles (« Consultants ») à manifester leur intérêt à fournir les Services. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services. Les critères de sélection d'une liste restreinte sont les suivants :

Le consultant doit être un bureau indépendant, spécialisé en base de données du secteur de l'énergie.

Le bureau doit avoir une expérience avérée d'au moins dix (10) ans dans le secteur de l'énergie et une bonne maîtrise du Système d'Information Géographique (SIG).

La liste restreinte comprendra 8 firmes.

L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI » de la Banque mondiale, Edition Septembre 2023 (« Règlement de Passation des Marchés »), qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.

Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'en-

treprises seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

Un Consultant sera sélectionné conformément aux dispositions de l'Accord-Cadre décrites dans le Règlement de Passation des Marchés et qui sera expressément énoncé dans la Demande de Propositions.

Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau de 08h 00 à 16h30 heures, heure locale de Moroni.

Les manifestations d'intérêt doivent être fournies par écrit à l'adresse ci-dessous (en personne, par la poste, par télécopieur ou par courriel) **au plus tard le 28 décembre 2023 à 14h30.**

**Unité de Coordination du Projet**

**À l'attention de : Monsieur Djaanfar Abdourohamane, Coordinateur**  
**Route de Salimani, Quartier Sahara Moroni, Comores**  
**Tél: +269 763 10 94 / 331 66 50**  
**Courriel : info.paesc@gmail.com ou djaanfarae@yahoo.fr**

## CULTURE :

# Un cadre conceptuel commun en gestation dans l'océan Indien

*Dans le but de fournir un cadre conceptuel commun pour mesurer et suivre la contribution socio-économique de la culture, la commission de l'Océan Indien en collaboration avec la COMESA et l'Unesco ont animé un atelier de formation à Maurice. Une opportunité pour les 11 représentants des pays d'échanger et de tisser des liens avec les instituts nationaux de statistiques.*

La Commission de l'Océan Indien (COI), à travers son projet régional de « développement des industries culturelles et créatives en indianocéanie » (ICC) et son projet « revue des cadres légaux et politiques des industries culturelles et créatives », en collaboration avec la COMESA et l'appui technique de l'UNESCO, a organisé le 18 décembre dernier un atelier sur les indicateurs culturels à Maurice. Cette formation, sur les indicateurs thématiques pour la culture dans le programme 2030 avait pour but de fournir un cadre conceptuel commun pour mesurer et suivre la contribution socio-économique de la culture. Les représentants de 11 pays y ont pris part à l'instar des Comores, une occasion pour ces

derniers d'échanger mais également de pouvoir créer le lien avec les autres instituts nationaux de statistiques présents.

Les 22 indicateurs s'articulent autour de quatre dimensions, à savoir « environnement et résilience », « prospérité et ressources », « connaissances et compétences » et enfin « inclusion et participations », avec un accent particulier sur la contribution transversale des femmes. Cet atelier portait sur un apprentissage basé sur des cas pratiques de pays comme le Burkina Faso et le Maroc en ce qui concerne la collecte de données sur la contribution de la culture. En effet, il est important de pouvoir appuyer les actions de plaidoyer avec des données probantes comme l'ont souligné le directeur adjoint de l'Agence française de développement de Maurice (AFD), Mathieu Thenaisie, et le chargé de projet Ignite culture au sein du British Council Kenya.

La majorité des pays ne disposent d'aucune information sur les statistiques culturelles. Avec ce premier atelier préparatoire, la COI et le COMESA entendent continuer leur soutien auprès des Etats membres à se munir de statistiques adéquates et pertinentes pour une



Atelier indicateurs culture 2030 Unesco COI.

meilleure considération de la culture. « Le but n'est pas d'établir un classement et de créer une compétition entre les Etats mais de permettre à la culture d'être plus visible dans les statistiques disponibles et de vous permettre d'évaluer les lacunes à combler » explique l'équipe de formateurs de l'UNESCO.

L'UNESCO ayant développé ces indicateurs en collaboration avec l'Institut de Statistique de l'UNESCO (ISU), invite les pays à soutenir le plaidoyer visant à rendre

plus visible le rôle de la culture dans le développement durable, notamment en l'incluant dans les rapports nationaux et locaux examinés lors du forum politique de haut niveau des Nations Unies sur les ODD à New York, grâce à leurs rapports nationaux volontaires et leurs examens locaux volontaires. « Les données culturelles qui découleront de vos efforts représenteront un apport précieux qui nourrira le Portail sur les données culturelles de l'UNESCO et sera inclus dans le

Rapport mondial sur la culture qui est prévu en 2025 » a réitéré le sous-directeur-général de l'UNESCO pour la Culture, Ernesto Ottone. Notons que le projet ICC mise en œuvre et financé par l'AFD vise à construire des sociétés humaines plus inclusives en dynamisant les industries culturelles et créatives comme des leviers importants du développement socioéconomique, tant à l'échelle locale qu'à l'échelle régionale.

**Andjouza Abouheir**



## APPEL A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

**PAYS :** Union des Comores

**NOM DU PROJET :** PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES (PAESC).

**Numéro de Prêt/Crédit/Don :** IDA Crédit No. 71290-KM, IDA Grant No. E0490-KM

**Intitulé de la Mission :** Recrutement d'un cabinet pour la réalisation d'une étude d'analyse **géo spatiale de l'électricité** aux Comores

**N° de référence :** KM-UCP MEEH-389212-CS-CQS

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu de la part de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) un financement pour couvrir le coût du Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores et a l'intention d'affecter une partie du produit à des services de consultant.

Les services de consultant (« les Services ») comprennent :

- L'élaboration d'une base de données SIG des couches concernées
- une analyse géo spatiale des options d'électrification au moindre coût qui sera utilisée pour éclairer le Gouvernement de l'Union des Comores en vue d'atteindre les objectifs d'électrification nationale.

- L'analyse géo spatiale détaillée qui présentera les options au moindre coût pour l'électrification à l'échelle nationale et estimera les besoins en investissements et en coûts d'exploitation correspondants pour l'ensemble du système électrique au niveau national.
- L'analyse comparative du cout de production / opérations actuelles

La période de mise en œuvre est de 150 jours calendaires et la date prévue de début des prestations est le 1er mars 2024.

Les Termes de Référence (TDR) pour l'étape de procédure primaire d'acquisition pour la mission sont disponibles sur le site internet

suivant de la SONELEC : <https://sonelecco-comores.com/> ou

Sont disponibles à l'adresse indiquée ci-dessous.

L'Unité de coordination du Projet invite dès à présent les firmes de consultants admissibles (« Consultants ») à manifester leur intérêt à fournir les Services. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services. Les critères de sélection d'une liste restreinte sont les suivants :

Le Consultant devra démontrer une expérience avérée pour toutes les prestations relatives à la mission. A minima, les compétences et expériences suivantes sont requises :

- Etablissement des cartographies géo spatiale de réseaux ;
- Évaluation technico-économique des technologies d'électrification basées sur réseau et hors réseau ;
- Prévisions de la demande d'électricité par plan géo spatiale à haute résolution ;
- Développement et paramétrage de plateformes d'analyse géo spatiale pour le déploiement de l'électricité au moindre coût ;
- Développement et paramétrage d'outils

de planification géo spatiale pour l'extension et densification des réseaux de distribution ;

- Préparation des diverses couches de données géo spatiales nécessaires pour établir les paramètres, critères et contraintes techniques, (socio-)économiques et financiers requis pour effectuer l'analyse géo spatiale demandée dans le cadre de cette mission

- L'entreprise doit fournir une preuve qu'elle a réalisé une telle étude durant ces 10 dernières années dans un pays insulaire

- capacité des équipes à travailler en français sera indispensable et la maîtrise de la langue Comorienne par certains membres clés de l'équipe sera hautement recommandée.

**La liste restreinte comprendra 8 firmes.**

L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI » de la Banque mondiale, Edition Septembre 2023 (« Règlement de Passation des Marchés »), qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.

Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qualifica-

tions, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprises seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

Un Consultant sera sélectionné conformément aux dispositions de l'Accord-Cadre décrites dans le Règlement de Passation des Marchés et qui sera expressément énoncé dans la Demande de Propositions.

Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau de **08h 00 à 16h30 heures, heure locale de Moroni.**

Les manifestations d'intérêt doivent être fournies par écrit à l'adresse ci-dessous (en personne, par la poste, par télécopieur ou par courriel) au plus tard le **29 décembre 2023 à 12h00, heure locale de Moroni.**

**Unité de Coordination du Projet**  
À l'attention de : Monsieur Djaanfar Abdourohmane, Coordinateur  
Route de Salimani, Quartier Sahara  
Moroni, Comores  
Tél: +269 763 10 94 / 331 66 50  
**Courriel :** [info.paesc@gmail.com](mailto:info.paesc@gmail.com) ou [djaanfa-ree@yahoo.fr](mailto:djaanfa-ree@yahoo.fr)

## CYCLISME

# Les jeux de 2027 se préparent dès maintenant

Les Comores ont l'ambition d'organiser les jeux des îles de l'océan indien et ce n'est pas pour jeter des fleurs aux autorités en place que de le dire. Les nombreuses missions de techniciens chinois venus faire un état des lieux des besoins des îles de la lune pour l'organisation des jeux illustrent parfaitement cette logique des autorités.

À la fin du mois de novembre, une délégation chinoise était dans nos murs pour faire « une étude de faisabilité de la construction d'un gymnase et d'une piscine olympique », lit-on dans une publication du Comité Olympique et Sportifs des Îles Comores (COSIC). Le premier site sera construit à Mitsudje et le deuxième au sein du complexe sportif de Maluzini. En attendant, des fédérations soucieuses d'avoir des athlètes compétitifs lors de ce grand sommet du sport de l'océan commencent leur préparation souvent avec des moyens limités mais avec détermination. C'est le cas du cyclisme. La grande reine commence peu à peu à prendre de l'espace et de la place sur

le devant de la scène sportive nationale. Grâce à une équipe dynamique autour du président Ibrahim Mze Mohamed, du vice-président Halifa Nassor et du Directeur Technique National Waliya Abdallah.

Le 10 décembre dernier, la Fédération Comorienne de Cyclisme dans cette logique d'éveiller les consciences et motiver les athlètes, a organisé une course en ligne de 111km à Ngazidja. « Le départ a eu lieu à Makorani, au sud de Ngazidja, en passant par Moroni jusqu'à Mitsamiouli au nord de l'île avant de finir la course sur la place de l'indépendance ». La course a été remportée par Dahalani Abdou (3h 15' 11) suivi de Saïd Ahmed (3h 15' 13) et la troisième place a été occupée par Ali Mohamed Ali (3h 16' 28).

Cette course n'est que le début d'une longue série d'événements que la FCC compte mettre en place. « Au cours l'année à venir (2024), nous comptons organiser le championnat et la coupe des Comores », nous a confié le Directeur Technique National du cyclisme comorien, Waliya Abdallah. Et ce dernier d'ajouter : « Avant le début



du ramadan, si le calendrier nous le permet, on va organiser des événements à Mwali tels, une course sprint, un contre la montre ou encore une course en ligne, tout ça dans

le but de relancer la discipline dans l'île ». Cette volonté manifeste de faire bouger les lignes n'a qu'un seul objectif, préparer et détecter les meilleurs éléments qui doivent

défendre les couleurs nationales lors de ces jeux de 2027 nous dit-on.

Imtiyaz



Ministère de l'Agriculture,  
de la Pêche,  
de l'Environnement,  
du Tourisme et de l'Artisanat

## PRODUCTIVITE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES FAMILIALES ET RESILIENCE



Don FIDA N° 2000001863 et Prêt FIDA N° 2000001864  
Don ASAP N° 2000001862  
1er Prêt FIDA additionnel N° 2000003603 et 1er Don FIDA additionnel N° 2000003604  
Don RPSF N° 2000003636 et Don RPSF additionnel N° 2000003969  
2ème Prêt FIDA additionnel N° 2000004128 et 2ème Don FIDA additionnel N° 2000004126



Programme  
d'Adaptation  
de l'Agriculture  
Paysanne (ASAP)

### Appel à Manifestation d'Intérêt Recrutement d'un Coordonnateur National du Projet PREFER

Date de Publication: 11/12/2023

Réf: AMI N°23-009/MAPETA/PREFER

L'Union des Comores a obtenu du FIDA et autres bailleurs un financement de 17,753 millions USD destiné à financer le PREFER. Une partie du financement accordée au titre de ce projet est utilisée pour assurer la coordination et la gestion du Projet notamment le Recrutement d'un Coordonnateur National du PREFER.

#### 1. Qualifications et expériences requises:

- Avoir un diplôme d'Ingénieur Agronome, d'un master ou équivalent (BAC+5 ans) dans les domaines suivants: Agronomie, Économie rurale/Agro-économie, Gestion de projets ou développement rural;
- Justifier d'au moins 07 années d'expériences professionnelles de préférence dans le domaine des projets de développement rural, sécurité alimentaire et chaîne de valeur financés par les bailleurs;
- Justifier au moins 07 années d'expérience dans des postes de coordination de projets de préférence financés par des bailleurs de fonds;
- Avoir une bonne connaissance des procédures et des mécanismes de financement des bailleurs de fonds comme le FIDA;
- Excellente connaissance du contexte social, économique, politique et environnemental de l'Union des Comores;

- Avoir une bonne maîtrise des outils informatiques et bureautique (Office, et autres);
- Disposer de bonnes aptitudes pour le travail en équipe et dans un environnement sous-pression, dynamique, indépendant;
- Être capable d'entretenir de bonnes relations interpersonnelles;
- Avoir une bonne connaissance du français, de bonnes aptitudes de communication et de rédaction de rapports. La maîtrise de l'anglais sera un atout;
- Avoir le sens de l'initiative;
- Faire preuve de rigueur, d'une bonne intégrité;
- Être apte à effectuer des déplacements fréquents sur le terrain.

#### 2. Composition du dossier

- Une lettre de motivation de (2) pages maximum datée et signée adressée au Secrétaire Général du MAPETA;
- Un CV actualisé de 04 pages maximums et en PDF faisant ressortir les formations acquises, les expériences professionnelles ou personnelles, notamment dans le domaine recherché comprenant au moins 03 références que le Projet PREFER peut contacter par téléphone et/ou par email;
- Des copies légalisées du ou des Diplômes datant de moins de 03 mois, des copies des certificats de travail, de forma-

tions et/ou de stages, et de tout autre document attestant les qualifications et expériences acquises par le candidat;

- Une copie valide de la carte nationale d'identité ou du passeport le cas échéant.

#### 3.Lieu d'affectation et type de contrat

Lieu d'affectation: Projet PREFER, MAPETA, ex-CEFADER M'dé Bambao avec des déplacements dans les zones d'intervention du Projet : Ngazidja, Anjouan, Mohéli.

Le titulaire du poste bénéficiera d'un contrat d'un an renouvelable après évaluation de performance jugée positive avec une période d'essai de 06 mois.

Début du contrat: dès avis de non objection du FIDA obtenu.

#### 4. Procédures de dépôt et de recrutement

a)Les candidatures doivent être rédigées en français et déposées par courrier physique sous-plis fermés et/ou par email aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le mardi 26 décembre 2023 à 12h00 (heure locale).

Les courriers sont adressés à: Monsieur le Secrétaire Général du MAPETA en préci-

sant la mention: « **Recrutement d'un Coordonnateur National du Projet PREFER** » à l'adresse suivante:

Direction Nationale de la Stratégie Agricole et de l'Élevage (DNSAE), Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat (MAPETA), ex-CEFADER M'dé Bambao, Union des Comores.

E-mail: [dnsae2024@gmail.com](mailto:dnsae2024@gmail.com) et [spmprefer@gmail.com](mailto:spmprefer@gmail.com)

b)Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des TDR sur simple demande aux adresses électroniques mentionnées ci-dessus.

c)Chaque candidature fera l'objet d'un accusé de réception.

d)Le recrutement se fera par présélection sur étude de dossier, d'un test écrit et d'un entretien pour le(s) candidat(e)s présélectionné(e)s. **Seul(e)s le(s) candidat(e)s ayant franchi la phase 1 seront contacté(e)s pour les phases suivantes.**

e)Les candidatures féminines sont vivement encouragées.



# 14 JANVIER 2024

1<sup>er</sup> TOUR DES ÉLECTIONS  
DU PRÉSIDENT DE L'UNION DES COMORES  
ET DES GOUVERNEURS DES ÎLES.



“ Mon choix.  
Mon avenir.  
**je vote!** ”



#Elections2024  
#MonChoixMonAvenir